

Dossier

L'insertion par les vacances p.3



7 juin
Élections
Européennes

589
familles
ont eu accès aux
vacances grâce
à Solidarité Laïque
en 2008

3 millions
d'allocataires de
minima sociaux

13 pays
à découvrir avec
Educ'Action



Dominique Thys
Président de
Solidarité Laïque

Edito • Solidaires face à la crise

L'actualité porte principalement sur la crise financière et sociale, et ses effets souvent dramatiques pour les salarié/es qui se retrouvent au chômage ou en activité réduite.

La mobilisation des Etats pour sauver les banques et l'activité économique est exceptionnelle... des milliards d'euros et de dollars. Le danger est que, malgré certains appels à de profondes modifications du système libéral, tout ne reparte comme avant, dès que cette crise sera derrière nous. Ce serait une grave erreur. Les leçons de cet échec doivent impérativement être tirées.

Notre modèle de développement doit évoluer de façon significative afin de retrouver une prospérité durable. Il ne s'agit pas seulement de moraliser le capitalisme mais de mettre en place d'autres formes d'organisation économique et sociale au service des humains. La finance y aura sa place, mais régulée, encadrée.

La situation de millions de personnes dans le monde, en Europe

et en France, s'est aggravée. Nous avons, organisations de solidarité, une responsabilité accrue pour venir en aide à celles et ceux qui souffrent. Il nous faut à la fois agir sur les causes en avançant des propositions et sur les effets en mettant en place des actions pour les populations en difficultés.

Les élections au parlement européen approchent : le collectif Coordination SUD* (auquel nous sommes adhérents) a publié un document d'interpellation des candidats très pertinent. Solidarité Laïque relaiera au mieux ce dernier dans et hors réseau (journalistes, parlementaires, candidats...), notamment le chapitre de l'éducation au développement et de la coopération éducative (www.coordinationsud.org).

La mobilisation reste donc de mise. Solidarité Laïque poursuivra, avec vous, son développement en agissant encore plus pour améliorer à la fois l'Homme et la Société.

*Coordination Sud est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

Pour une Europe solidaire dans et hors ses frontières



Solidarité Laïque, aux côtés d'autres associations, veut peser avec les citoyens pour des politiques européennes plus sociales et plus solidaires.

Le 7 juin prochain, les citoyens des 27 pays européens – 375 millions ou presque – éliront leurs eurodéputés. 736 exactement dont 72 pour la France, et ce, dans un contexte de crise mondiale.

Ces élections sont importantes à plus d'un titre, importantes pour renforcer la solidarité entre les peuples européens et développer notre modèle démocratique et social qui, quoiqu'on en dise et malgré ses insuffisances, est envié par beaucoup dans le monde, importantes pour promouvoir un monde plus juste, plus égalitaire, plus solidaire.

Ces élections, les premières depuis le traité de Lisbonne, les citoyens de l'Europe se doivent de se les approprier pour peser sur les décisions des parlementaires, d'autant plus que leurs pouvoirs ont été étendus (sur le principe de la co-décision avec la commission et le conseil de l'Union⁽¹⁾).

Solidarité Laïque, avec ses organisations membres et en fonction de leur spécificité – syndicats, mutuelles, associations et coopératives – se veut acteur de cette campagne en relayant les différentes initiatives de la société civile relevant de son champ de compétences.

La crise actuelle met en évidence les dysfonctionnements du système monétaire et financier international donc ceux relevant des institutions qui en ont la charge et les propositions d'évolution qui devraient en découler⁽²⁾.

L'Union européenne a le poids économique nécessaire pour peser sur l'évolution desdites institutions, elle l'aura également politiquement si les 27 parlent de la même voix ou très majoritairement dans le sens du progrès social.

Réduire les inégalités

Le renforcement de la cohésion sociale intra-européenne doit être un objectif majeur de l'Union, non pas comme une conséquence de la croissance économique, mais comme « son moteur », permettant la réduction des inégalités « par le haut », interdisant les pratiques de dumping social et en limitant la concurrence exacerbée entre les 27. Les dépenses publiques doivent être affectées prioritairement pour la création d'emplois (l'économie sociale et solidaire a un rôle à jouer dans ce cadre⁽³⁾), les infrastructures d'intérêt général, la recherche et le développement.

L'Union européenne joue un rôle majeur dans le domaine de la coopération internationale et l'aide au développement. Les organisations françaises de la société civile, regroupées au sein de Coordination SUD, ont produit un manifeste pour une Europe solidaire, cohérente et démocratique dans le cadre de la campagne européenne de la confédération Concord afin d'interpeller les candidats sur leurs programmes.

Le REF (Réseau Euromed France), en lien avec le comité Peco (Comité pour les partenariats avec l'Europe continentale) aura également interpellé les candidats sur les enjeux de la politique euro-méditerranéenne et de voisinage lors d'un séminaire.

Alors, le 7 juin, prenons quelques minutes pour aller voter car l'Europe sera celle que nous ferons.

Roland Biache
Délégué général de Solidarité Laïque

(1) cf le site <http://ec.europa.eu/>

(2) cf déclaration de l'OIT, de l'OMC, de la Banque mondiale, de l'OCDE sur le site www.oecd.org

(3) notamment autour des services sociaux d'intérêt général.

Plus d'infos sur :

www.solidarite-laique.asso.fr

ou

www.queseraitleuropeanslesassociations.org

ou

www.coordinationsud.org

L'insertion par les vacances : un élément fort de la lutte contre les exclusions !

En 2008, grâce au programme de Solidarité Laïque « Vacances-insertion-familles » soutenu par l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV) et par les donateurs de l'association, 589 familles en très grandes difficultés sociales ont eu accès à un temps de vacances. Le programme sera amplifié au cours de l'été prochain.



32,3 % de la population française ne peut se payer une semaine de vacances dans l'année.

L'action de Solidarité Laïque dans le domaine des vacances repose essentiellement sur le principe de laïcité.

N'oublions pas que la laïcité garantit l'égalité en droit de tous les citoyens et permet l'émancipation de toutes et tous par le libre accès au savoir et à la culture dans le respect des lois de la république. Il y va de la cohésion sociale, indispensable du bien vivre ensemble. Cette cohésion sociale est mise à rude épreuve en période de crise comme c'est le cas aujourd'hui. Dans ce contexte, le rôle de la puissance publique et des acteurs sociaux est déterminant afin de permettre à des milliers d'enfants et de familles qui ne sont jamais partis en vacances ou qui ne partent plus en vacances en raison de difficultés financières croissantes de le faire.

Dans notre société, les vacances sont un droit : ne pas partir en vacances est une forme d'exclusion et cette situation est bien ressentie comme telle par celles et ceux qui la subissent.

Quand on vit avec les minimas sociaux, on n'est pas disponible pour penser loisirs et vacances : priorité est donnée à la gestion du quotidien. Il faut donc trouver du soutien.

Pour Solidarité laïque, le temps des vacances s'inscrit dans une démarche globale d'insertion : préparer, organiser des vacances, avec le soutien de travailleurs sociaux, de bénévoles, est déjà une première démarche d'insertion. Resserrer les liens familiaux est indispensable, non seulement à la vie quotidienne, mais bien au-delà, à l'équilibre psychologique des enfants et de leurs parents. « *Mes parents sont capables eux aussi d'organiser un moment de vie !* »

Partager la vie d'un groupe, prendre des initiatives, se cultiver, faire du sport, se détendre... c'est aussi découvrir que l'on peut, dans une certaine mesure, être acteur de sa vie. S'insérer, c'est prendre place dans la société.

Témoignages de Saône et Loire

Grâce au travail du délégué départemental de Solidarité Laique, Fernand Laurent, ce sont 28 familles qui sont parties en vacances en 2008.



Mme Morel, assistante sociale de la caisse d'allocations familiale et Mme Cougenas, assistante sociale du conseil général.

Les témoignages des bénéficiaires et des travailleurs sociaux conviés aux réunions de bilan du dispositif VIF décrivent le bonheur que procurent des vacances et démontrent leur capacité à se prendre en main, même avec des moyens financiers modestes, et à transposer autant que faire se peut cette démarche dans leur vie de tous les jours.

Les soucis financiers, même s'ils sont prépondérants, ne sont pas les seuls à déterminer l'entrée dans le groupe à aider. La motivation des familles, le nombre des enfants et l'idée de premier départ en sont les autres données, à garder à l'esprit.

L'été prochain, d'autres familles bénéficieront de ces initiatives, tant à Paray le Monial, que dans d'autres centres sociaux de

Saône et Loire. En ces temps de crise économique qui, en Charolais-Brionnais, s'aggrave en 2009, autant si ce n'est plus qu'ailleurs, cette aide est indispensable...

M. et Mme Lieutaud, bénéficiaires

Au début d'août 2008, nous sommes partis à Montrevel, dans l'Ain, à 80 km de Paray.

Voyager en bus, charger le matériel, monter les tentes, participer à la cuisine et aux vaisselles du groupe, nous les avons assurées avec discipline. Mais coucher sous la tente, dans des conditions assez « sportives » là, nous vous avouons que nous avions présumé de nos forces... Un méchant lumbago a gâché notre retour à Paray. Les vacances en groupe, pourquoi pas... mais avec un peu de confort, à 52 ans, ce n'est pas du luxe pour nous !

Nous tenons à féliciter les responsables du séjour ; le VTT, le cheval, la plage et le plan d'eau, les toboggans pour nos trois enfants, c'était parfait !

Mme Durand, bénéficiaire

Lors de notre week-end « Neige à Courchevel » en mars 2008, notre gîte était très satisfaisant, en pension complète, un vrai moment de plaisir avec nos deux enfants qui ont pu se régaler sur les luges et s'initier aux raquettes. Le téléphérique partagé à quatre (parents -enfants) fut le « top » de ces deux jours. Mon mari qui effectue des intérim de chauffeur de taxi ou d'agent d'entretien, est revenu enchanté de la formule.

Fernand Laurent, délégué départemental de Solidarité Laique

J'ai assisté à la réunion de la préparation du séjour « 3 jours à



L'action de la délégation de Saône et Loire

Le rôle du délégué départemental, Fernand Laurent (au premier rang à droite sur la photo ci-contre), est primordial dans l'organisation du dispositif au niveau local. Il coordonne d'abord les remontées d'information communiquées par les représentants départementaux de chacune des 25 organisations membres de Solidarité Laique Saône et Loire. Il maintient le lien avec les centres sociaux participant aux « Vacances aidées en familles » de Paray-le-Monial et Sanvignes. La préparation de ces « Vacances aidées » est en effet effectuée par les espaces socioculturels de ces deux villes de 10 000 et 6 000 habitants. Ce sont eux qui, avec les assistantes sociales, choisissent les familles à aider. Le délégué valide ensuite l'adéquation de leurs principes avec les critères pédagogiques et budgétaires de Solidarité Laique.

Il évalue ensuite, au retour des vacances, les bénéfices de ce temps de loisirs avec les familles et les travailleurs sociaux.



Le dispositif « Vacances Insertion Familles – VIF », une démarche laïque pour l'insertion par les vacances.

Le dispositif VIF de Solidarité Laïque est soutenu par l'ANCV - Agence nationale pour les chèques-vacances - et dispose de fonds issus de la générosité publique. L'ANCV est un établissement qui remplit une mission de service public irremplaçable pour le développement de politiques sociales du tourisme.

En 2008, grâce à la dotation de chèques-vacances et à l'implication de 22 délégations départementales, 589 familles soit 777 adultes, 1 256 enfants sont partis en vacances. 193 jeunes adultes ayant un projet citoyen et solidaire sont également partis dans d'autres pays d'Europe. Solidarité Laïque, sur fonds propres, a permis le départ de 7 groupes de jeunes issus des organisations membres, dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale et 1 pays du Maghreb (dispositif Vacances Insertion Jeunes Adultes).

Marseille ». Une première séance avait déjà recherché les coûts et envisagé le budget. Pour ce nouveau temps de travail commun, les familles présentes doivent définir les programmes et les horaires. Un ordinateur portable permet à tous de « voir » les possibilités de visites en cliquant sur des « offres » de l'office de tourisme et le syndicat d'initiative de Marseille. Les douze personnes présentes acceptent, refusent,

modifient les choix, donnent leur avis.

Les grandes options de sortie (Notre-Dame de la Garde, le Zoo La Barben, le quartier du Panier, la croisière en bateau, un musée, etc) sont retenues.

Tous sont d'accord : il faut tout payer avant de partir. Tout ceci se déroule dans la bonne humeur et le respect partagés.

Concertation et mutualisation entre organisations laïques

Solidarité Laïque, la JPA* et l'UNALG** ont reconduit en 2009 une convention spécifique avec l'ANCV - Agence Nationale pour les Chèques Vacances - avec un objectif précis d'aide au départ en vacances d'un public ciblé. Ces trois organisations souhaitent développer l'accès aux vacances et aux loisirs du plus grand nombre de personnes avec une approche laïque apportant réellement un contenu éducatif, culturel ou sportif qui permet le plein épanouissement de toutes et de tous. L'accord passé a pour ambition de rendre plus compréhensible et plus efficiente l'existence et la complémentarité de ces aides :

- La JPA agit en direction des enfants et adolescents en situation de handicap en séjours collectifs (colonies et classes de découverte) jusqu'à 18 ans. Elle agit également pour le départ en classes de découverte organisée dans le premier et le second degré relevant de l'éducation prioritaire,
- L'UNALG agit en direction des jeunes de plus de 16 ans et des adultes en situation de handicap.
- Solidarité Laïque agit en direction des familles en difficulté sociale et des jeunes adultes de plus de 16 ans.



Elles ont ainsi mis en place une politique complémentaire d'aide au départ en vacances avec des démarches harmonisées. Cependant, chaque demande reste spécifique. En conséquence de quoi, les dossiers de demande d'aide ont gardé leurs particularités, liées aux champs de compétences respectifs de la JPA, de l'UNALG et de Solidarité Laïque.

Contacts

> Pour la JPA* - Tel : 01 44 95 81 20

Anne Carayon - courriel : a.carayon@jpa.asso.fr

Jean Louis Davicino - courriel : jl.davicino@jpa.asso.fr

Bruno André Burel - b.andreburel@jpa.asso.fr

> Pour Solidarité Laïque - Tel : 01 45 35 13 13

Eliane Rivier - Martine Khaitrine :

courriel : action-vacances@solidarite-laique.asso.fr

Corinne Tessier - courriel : corinnetessier@solidarite-laique.asso.fr

> Pour l'UNALG** - Tél. : 01 40 04 94 46

France Menard - courriel : unalg@unalg.asso.fr

* JPA : Jeunesse au Plein Air

** UNALG : Union Nationale des Associations Laïques Gestionnaires

Une aggravation des inégalités



©DR

La récession de grande ampleur que traverse notre planète n'épargne pas, loin de là, la France, précipitant nombre de nos concitoyens sur le chemin de l'exclusion, même si, à l'échelle européenne, notre pays est moins touché par la pauvreté que ceux du sud et de l'est du continent.

Les 10 % des Français les plus pauvres ont en effet un revenu presque égal au revenu médian portugais et deux fois plus élevé que le revenu médian polonais ou russe !⁽¹⁾

Les prévisions de l'Insee sont par contre pessimistes. Il y aura tout de même, en France, plus de 300 000 chômeurs fin juin, par rapport au premier janvier. L'un des problèmes aggravants est que notre pays avait, avant la crise financière, un taux de chômage supérieur aux autres pays de l'Union européenne et voyait déjà se creuser significativement les inégalités de revenus.

D'après une étude de l'économiste Camille Landais, les salaires les plus élevés ont progressé de 69 % entre 1998 et 2006, soit un gain de 2 800 euros par mois contre 630 euros pour les cadres, 200 euros pour les ouvriers et 140 pour les employés !

Le nombre de RMistes, qui avait baissé dans le premier semestre 2008 de 3 %, repart à la hausse sous les effets de la crise et des suppressions d'emploi, notamment intérimaires et sur contrat à durée déterminée.

On compte en France un peu plus de 3 millions d'allocataires de minima sociaux, mais ce sont 6 millions de nos compatriotes au total qui vivent grâce à ces dispositifs si l'on prend en compte les ayants droits (conjoint, enfants...).

L'inquiétude est donc importante dans les associations, les collectivités locales, de voir exploser les chiffres de la pauvreté dans les prochaines semaines.

Aujourd'hui, on évalue selon les modes de calcul statistiques utilisés⁽²⁾ le nombre de Français pauvres entre 4 et 8 millions de personnes.

La paupérisation des classes moyennes dites inférieures

Grâce à une politique de prestations sociales et de solidarité menée à tous les échelons du territoire, le dénuement n'est cependant pas total comme dans les pays en développement, hormis pour la frange des « grands exclus » incarnée par les SDF au nombre de 100 000 sur tout le territoire. Ces hommes et, désormais en plus grand nombre,

Dans la France de 2009, sous l'effet de la crise, la situation se dégrade pour les plus démunis.

ces femmes sont confrontés à des problèmes d'accès à l'alimentation, à la santé... ainsi qu'à un phénomène de désocialisation très fort.

Mais la pauvreté c'est, au-delà de la question du revenu, la marginalisation, l'exclusion par rapport aux normes de notre société de consommation dont les expressions dans notre vie quotidienne n'ont jamais été aussi fortes avec l'intrusion massive de la publicité.

Cette question des conditions de vie est fondamentale pour les plus pauvres, mais, sous l'effet de la crise, elle concerne désormais également les classes moyennes, notamment celles dites inférieures.

Une hausse très importante des dépenses incompressibles

La dernière enquête du Credoc (le centre de recherche et d'observation des conditions de vie) est à cet égard très instructive sur le pouvoir d'achat des classes moyennes : une personne sur deux en France vit aujourd'hui avec moins de 1 500 euros par mois.

L'enquête montre que les dépenses incompressibles augmentent plus vite que le revenu : le logement, l'électricité, l'eau, le gaz et les combustibles qui représentent ensemble 38 % de leurs dépenses, contre seulement 21 % en 1979. Après avoir payé les frais d'alimentation, de transports, de santé et d'éducation, il reste moins de 300 euros à une personne qui gagne 1500 euros par mois pour les loisirs, les vacances, l'habillement et les biens d'équipement du foyer.

Rien d'étonnant à ce qu'une personne sur deux dans cette strate de population ne parte pas en vacances, 37 % de ces Français ne vont pas au cinéma, 50 % n'ont pas accès à Internet à domicile et 40 % n'ont bien sûr pas la possibilité d'épargner. L'accès à la santé, à la culture, aux loisirs, à une pratique associative est donc aussi un levier indispensable dans la lutte contre les inégalités. Il est un moyen quelque part de redistribution, notamment, en direction, bien sûr, des exclus, mais également de ceux qui voient leur pouvoir d'achat dégringoler. Ils sont en effet de plus en plus nombreux, ces Français qui n'ont ni accès aux prestations sociales, ni la chance d'avoir bénéficié des "chèques cadeaux" de 300 000 € en moyenne au titre du remboursement du bouclier fiscal...

Patrice Bédouret
Délégué national de Solidarité Laïque

(1) Observatoire des inégalités (www.inegalites.fr)

(2) En France, le seuil de pauvreté est fixé à 50 % du revenu médian, par contre l'organisme européen le fixe à 60 %. Rappel : le revenu médian partage la population en deux parties de même nombre d'individus.

■ Des lectures pour l'alphabétisation

Du 20 au 26 avril dernier, dans le cadre de la Semaine mondiale d'action de la Campagne Mondiale pour l'Education (cf. lettre n° 21 - Mars 2009), plus d'une cinquantaine de lectures symboliques ont été organisées par Solidarité Laïque en partenariat avec l'Unesco aux quatre coins de la France. A Fontenay sous Bois, Créteil (94), Angers (49), Liévin (62) ou encore Revigny sur Ornain (55)... par exemple, elles ont été l'occasion de rappeler la nécessité d'agir en faveur de l'alphabétisation alors que 776 millions de personnes dans le monde ne savent ni lire ni écrire.

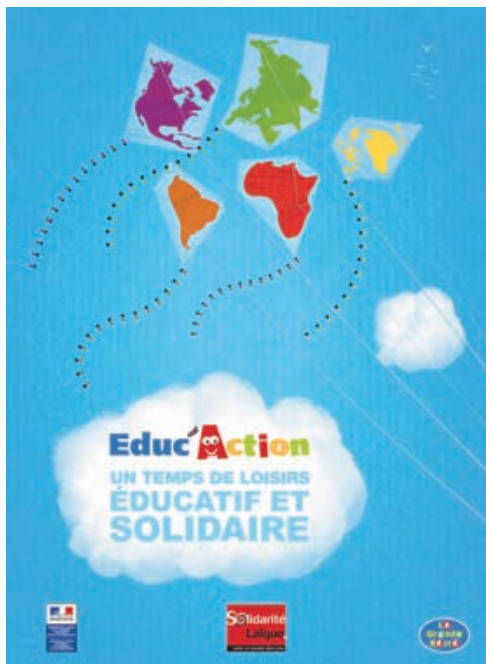
A Paris, le 22 avril, Le Café Signes, établissement géré par une association membre de Solidarité Laïque, l'Entraide Universitaire, où sourds et entendants travaillent ensemble, a accueilli la « Grande lecture », parrainée par Laure Adler, en présence de Björn Larsson, écrivain suédois francophone, Clinton Robinson, représentant de l'Unesco, Marie-Thé-



« Grande lecture » à Paris le 23 avril

rèse Atallah, maire Adjointe du 14^{ème} arrondissement de Paris, et Gérard David, président de l'association Lire et Faire Lire, également partenaire de cette action. Une traduction simultanée en langue des signes a permis de rendre cet échange accessible à tous.

Retrouvez l'intégralité de la mobilisation sur www.educationpourtous.com



■ Faire rimer vacances d'été et solidarité

Bientôt l'été... et la neuvième édition d'« Educ'Action » pour donner du sens aux grandes vacances. Comme tous les ans, dans les centres de vacances et de loisirs gérés par ses organisations membres, Solidarité Laïque propose aux adultes et aux jeunes de se joindre à une opération de solidarité « Educ'Action » qui allie découverte interculturelle et éveil à la solidarité internationale à travers ateliers, animations ludiques, créatives ou plus informatives : expositions, films...

Grâce à une sélection de ressources classées par pays et par activité (« lire », « chanter », « créer »...), les vacanciers pourront sillonner le monde : Haïti, Afghanistan, Sénégal, Cameroun, Maroc, Roumanie, Madagascar, Bénin... Au total : 13 pays à découvrir !

Toutes les informations (kit d'animation gratuit...) : www.solidarite-laique.asso.fr

■ Une assemblée générale constructive au Bénin

Après Ouagadougou en 2006, Dakar en 2007, Niamey en 2008, les organisations membres du programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest se sont retrouvées à Cotonou pour leur 4^{ème} assemblée générale. A un an de la fin du programme, les Béninois, comme les Burkinabés, les Français, les Maliens, les Nigériens et les Sénégalais ont tous affirmé leur volonté de vouloir avancer le plus loin possible dans le programme et trouver un moyen de poursuivre au-delà

de juillet 2010, quelle que soit la décision de l'agence française de développement qui a pris le relais du ministère français des Affaires étrangères. Il faut consolider les comités nationaux, créer plus de liens entre eux pour peser davantage sur les décisions prises au niveau de la sous région pour avancer au niveau des engagements pris dans le cadre de l'éducation pour tous.

En marge de cette réunion fructueuse, les bénévoles du parrainage de Solidarité Laïque ont travaillé avec les responsables du Conseil des activités éducatives du Bénin sur une meilleure prise en charge des enfants parrainés dans ce pays.

> 20 novembre 2009 : fête des droits de l'enfant au Cirque d'hiver

Le 20 novembre prochain, en matinée et en soirée, un grand spectacle autour de la chanteuse Dominique Dimey marquera le 20^{ème} anniversaire de la convention internationale des droits de l'enfant dans un lieu magique, le Cirque d'hiver de Paris.

Ce concert est organisé par Solidarité Laïque en partenariat avec la Maif, la MGEN, la fédération des autonomes de solidarité (FAS), PriceWaterHouseCoopers et l'association « C'est le droit des enfants ».

Renseignements : www.ouvrezvosmains.com



> « Un cahier, un crayon » pour les enfants du Burkina Faso

Du 2 septembre au 30 novembre prochain, Solidarité Laïque, la Maif, rejointes cette année par l'UMAE, organisent une nouvelle collecte de fournitures scolaires neuves au profit des enfants du Burkina Faso. Elèves, enseignants, particuliers, associations... sont invités à se mobiliser dans toute la France pour les enfants de ce pays où seul 47% d'entre eux sont scolarisés. Rendez-vous sur www.uncahier-uncrayon.org



Pour avoir plus d'informations sur les activités de Solidarité Laïque
www.solidarite-laique.asso.fr



Agir pour le droit aux vacances et aux loisirs pour tous !

© Vacances pour tous

32 % des Français ne partent toujours pas en vacances !

Précarité, pauvreté, handicap... les obstacles au droit aux vacances sont encore trop nombreux.

Solidarité Laïque, avec le soutien de l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV), et en partenariat avec l'UNALG

et la Jeunesse au Plein Air, permet chaque été à plusieurs centaines de familles et d'adultes très démunis d'avoir accès à un temps de vacances.

Moment de détente, de plaisirs partagés,... ces vacances sont aussi un moyen d'insertion et d'apprentissage de l'autonomie.

Envoyez vos dons par chèque ou par paiement sécurisé sur le site internet de Solidarité Laïque, vous permettrez à des familles et à des jeunes adultes très démunis, d'avoir accès aux vacances et aux loisirs.

www.solidarite-laique.asso.fr

Solidarité Laïque
22, rue Corvisart
75013 PARIS



Organisations membres de Solidarité Laïque

Les associations : ADFE • ADOSEN • ALEFPA • ANIMA'FAC • APAJH • ARTS ET VIE • ATOUT SUD • CAMIF SOLIDARITE • CEMEA • DDEN • DROIT HUMAIN • ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE • ENTRAIDE UNIVERSITAIRE • FEDERATION DES AUTONOMES DE SOLIDARITE/UNION SOLIDARISTE UNIVERSITAIRE • FCPE • FEDERATION LEO LAGRANGE • FGR-FP • FNCMR • FOEVEN • FOCR • GCU • GLMF • GLMU • GODF • GREF • ICEM • JPA • LAFI BALA • LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT • LES FRANÇAS • LES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC • MISSION LAÏQUE FRANÇAISE • OMEP • PREVENTION MAIF **Les coopératives :** BANQUE FEDERALE MUTUALISTE • CAMIF-SA • CASDEN-BP • CIEPEP • CREDIT MUTUEL ENSEIGNANT • OCCE • SUDEL **Les mutuelles :** LA MUTUELLE DES ETUDIANTS • MAIF • MUTUELLE ASSURANCE ELEVES • MGEN • MOCEN **Les syndicats :** CGT-FO • FSU • SGEN-CFDT • SNUIPP-FSU • SE-UNSA • SI.EN UNSA EDUCATION • UNSA EDUCATION • UNSA.